

Une question d'économie politique

La prospérité commerciale d'un pays se calcule surtout d'après le chiffre de ses exportations.

Par exportations, on entend ce qu'un pays vend et fournit aux autres pays.

Un pays, de même qu'un simple négociant, prospère donc d'autant plus qu'il exporte ou vend davantage.

C'est pourquoi l'Angleterre et l'Allemagne sont actuellement les deux premières puissances commerciales de l'Europe. Le chiffre de leurs exportations va toujours augmentant et l'exporte de beaucoup sur celui de leurs importations.

Par importations, on entend ce qu'un pays achète à l'étranger.

L'augmentation des importations n'est donc pas une preuve de la prospérité commerciale d'un pays ; au contraire. A première vue, il est vrai, l'augmentation des importations semble être un signe de prospérité, mais un moment de réflexion suffit pour faire comprendre qu'elle n'a pas cette signification.

Aussi longtemps qu'un pays importe ou achète plus qu'il ne vend, sa prospérité commerciale laisse à désirer ou, du moins, n'augmente pas.

Sans doute, plus le chiffre des importations est considérable, plus les revenus douaniers sont élevés, et plus les revenus d'un gouvernement grandissent.

Mais les droits de douane, c'est la population qui les paie de sa bourse. Ce revenu n'est en réalité que le produit de taxes indirectes. Il ne saurait donc être le signe de la prospérité d'un pays.

Tout ce que prouvent le chiffre croissant des importations et l'augmentation proportionnelle du revenu qui en résulte, c'est qu'on achète beaucoup et qu'on paie, en certains cas, des droits onéreux.

Il ne s'en suit pas cependant, comme l'ont écrit maintes fois des journalistes rares ou sans pudeur, que ces droits, imposés par tous les gouvernements, sont un vol.

Ils sont nécessaires à tout gouvernement pour l'administration de la chose publique. Contester ce principe serait pure folie.

On peut bien réclamer qu'ils soient déterminés avec intelligence et modération, mais il serait déraisonnable de prétendre qu'ils doivent ou peuvent être abolis complètement.